

Décision n° 00–802 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 26 juillet 2000 attribuant des ressources en numérotation à la société France Télécom (numéros de la forme 02 62 00 MC DU, 02 62 01 MC DU et 02 62 02 MC DU)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L.36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 25 mars 1991 portant autorisation d'extension de la bande des 900 MHz, d'un réseau de radiotéléphone publique pour l'exploitation d'un service numérique paneuropéen GSM F1, modifié par l'arrêté du 17 novembre 1998 ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la demande de la société France Télécom reçue le 11 juillet 2000 ;

Après en avoir délibéré le 26 juillet 2000 ;

Décide :

Article 1er – Les numéros de la forme 02 62 00 MC DU, 02 62 01 MC DU et 02 62 02 MC DU sont attribués à la société France Télécom (RCS : Paris 380 129 866) pour l'exploitation du service de radiotéléphone publique numérique paneuropéen (GSM F1) à partir du 16 décembre 2000.

Article 2 – La société France Télécom acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3 – Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 – Au 31 janvier de chaque année, la société France Télécom adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

Article 5 – Le chef du service Opérateurs et ressources de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 juillet 2000

Le Président

Jean-Michel HUBERT